

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Unité Inter-Départementale Cantal-Allier-Puy-de-Dôme
7 Rue Léo Lagrange
63033 Clermont-ferrand Cedex 1

Clermont-ferrand, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALTOM

1 chemin des Domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20240325-RAP-63-0331-Insp_VALTOM-ISDND-St-Diery-OCP2024
Code AIOT : 0005601634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement VALTOM implanté Les Adrets du Treuil 63320 Saint-Diéry. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- Les Adrets du Treuil 63320 Saint-Diéry
- Code AIOT : 0005601634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le VALTOM exploite l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) du Treuil sur les communes de Saint-Diéry et de Saint-Nectaire.

Le VALTOM est une collectivité publique en charge, depuis le 1er janvier 2014, de la valorisation et du traitement des déchets ménagers du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire. À ce titre, et sur demande, il peut prendre à son compte les différentes installations de stockages de déchets en post-exploitation de ses collectivités adhérentes.

L'ISDND actuelle située au Treuil a été mise en service en 1982, autorisée par arrêté préfectoral n°3897 du 5 mars 1982. L'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 a autorisé le SICTOM des Couzes à étendre et à exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) puis l'arrêté préfectoral du 20 mars 2015 a acté le transfert au VALTOM. Le site est équipé d'une installation de traitement des effluents aqueux permettant le rejet dans la Couze Chambon en respectant les objectifs du SDAGE.

L'installation était autorisée jusqu'au 31 décembre 2019 (10 000 tonnes de déchets non dangereux par an) et est en cours de mise en post-exploitation, cependant l'ISDND n'était plus exploitée depuis mars 2015. La zone de stockage est constituée de trois zones, un casier 1 exploitée jusqu'en 2007, le casier 2 exploité jusqu'en 2013, et le casier 3 exploité jusqu'en mars 2015 avant d'être vidé et remis en état initial.

Par arrêté préfectoral du 13 octobre 2023, l'ISDND de St-Diéry-St-Nectaire est autorisé à traiter les lixiviats d'autres ISDND du VALTOM.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 9.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.9.1 et 9.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 09/09/1997, article 38	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.6.2.1	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 2.7.1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.5	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site concernant les rejets aqueux de l'installation n'a pas mis en évidence de non conformité majeure.

Les dispositions relatives à la thématique de l'inspection du site, réglementée par l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 modifié, sont dans l'ensemble respectées.

Considérant l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, postérieur à la date de l'arrêté préfectoral du site, l'exploitant vérifiera l'applicabilité de l'AMPG à son site concernant le suivi des eaux pluviales et résiduaires, les modifications de VLE ou de fréquence.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et dates. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - les secteurs collectes et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux a été demandé et communiqué préalablement à l'inspection.</p>

Le réseau d'eau pluviale et celui des lixiviats sont mentionnés ainsi que les points de rejets au milieu naturel. Par contre les points de prélèvements ne sont pas indiqués. En outre, le plan ne comporte pas de cartouche.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Actualiser le plan en précisant les points de prélèvements au milieu naturel et en rajoutant la cartouche. Transmettre le plan actualisé à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/09/1997, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel des lixiviats traités et des eaux de ruissellement doivent être différents et en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les lixiviats sont collectés par un réseau de drains et sont stockés dans un bassin en aval du site. Après traitement par la station d'épuration du site, les effluents sont rejetés dans la Couze Chambon via une buse Ø100 dans fossé hors du site. Les eaux de ruissellement transitent dans un 2e bassin et sont rejetées au milieu naturel dans la Couze Chambon via des fossés. L'accès aux points de rejet, hors du site en talus, des effluents est difficile du fait de la végétation arbustive. Visuellement, le rejet des eaux résiduaires après épuration interne dans le fossé est d'aspect blanchâtre sans présence de mousse. Les eaux pluviales rejetées sont d'aspect limpides.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dévégétaliser régulièrement les abords des buses rejetant les lixiviats et eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.6.2.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.
Constats : Les lixiviats (bruts et après traitement) sont analysés à partir des 2 points de prélèvements situés dans le container d'unité de traitement. Le traitement des effluents est confié à un prestataire. Les eaux pluviales sont prélevées dans le bassin correspondant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : 9.2.2.1. Suivi des eaux de ruissellement En complément des dispositions de l'article 4.3.8.1. , l'ensemble des paramètres fixes à l'article 4.3.9.1. sont analysés trimestriellement, ainsi que le pH et la conductivité. Leur volume est également déterminé au minimum une fois par trimestre. 9.2.2.2. Suivi des rejets de lixiviats par l'exploitant L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous : Périodicité Volume Mensuelle au minimum pH Trimestriellement Paramètres et substances cités à l'article 4.3.9.1. Conductivité Chlorures

<p>9.2.2.3. Suivi des rejets internes</p> <p>Une analyse de l'effluent référence n°3 : Eaux en sortie de debourbeur-deshuileur est effectuée au minimum une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement et les lixiviats ont été contrôlés respectivement 3 fois l'année dernière et respectent la périodicité pour 2022.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Respecter la périodicité trimestrielle des paramètres fixes a l'article 4.3.9.1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.9.1 et 9.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.9.1</p> <p>Les lixiviats et les eaux de ruissellement internes devront avant rejet respecter les critères ci-après :</p> <p>Cf tableau.</p> <p>9.3.1. Actions correctives</p> <p>L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du 9.2, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalise en application de l'article R. 512-8 II du Code de l'Environnement, soit reconstitue aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas echeant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des mesures sur les lixiviats et les eaux de ruissellement réalisés ces 2 dernières années et transmises sur GIDAF respectent dans l'ensemble les valeurs limites réglementaires hormis le pH des rejets des eaux de ruissellement dont les dépassements sont récurrents lors des derniers contrôles (pH max = 9,7 relevé en avril 2023 pour une limite =8,5)</p>

<p>Aussi quelques dépassements sur le plomb sont relevés dans les analyses des lixiviats.</p> <p>Pour les dépassements des VLE, la saisie de l'auto surveillance sur GIDAF est dûment renseignée. Par contre la cause du ou des dépassements constatés notamment pour les eaux trop basiques et les mesures correctives envisagées ou réalisées n'y figurent pas.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Compléter les onglets de l'autosurveillance et des contrôles inopinés sur GIDAF pour les dépassements des VLE.</p> <p>Si les dépassements cités ci-dessus perdurent, l'exploitant devra proposer à l'inspection un plan d'actions des mesures correctives des rejets aqueux appropriés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2mois</p>

N° 6 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 2.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée : CHAPITRE 9.2 Surveillance de la qualité des eaux et du biogaz Résultats à transmettre tous les ans ou tous les trimestres par télédéclaration.</p>
<p>Constats :</p> <p>La transmission sur GIDAF de l'auto surveillance et des contrôles inopinés est réalisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Débit de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :</p> <p>Cf Tableau</p> <p>AM 2/2/1998 Article 60:</p>

<p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'unité de traitement comprend un débitmètre. Pas de dépassement des valeurs de débit maximal journalier de l'arrêté préfectoral constaté lors des contrôles réalisés (autosurveillance+CI).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant montre en séance le bon de commande signé pour l'analyse des substances PFAS deson site.</p> <p>Le prélèvement pour analyser les substances PFAS doit être réalisé ces prochains jours selon l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dès réception des résultats d'analyse des substances PFAS, le VALTOM communiquera le rapport à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>